



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale de BRETAGNE
après examen au cas par cas sur l'élaboration du zonage
d'assainissement des eaux pluviales
de la commune de Rochefort-en Terre (56)**

n° MRAe 2017-005614

Décision du 1er mars 2018
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La présidente de la mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) de la région Bretagne, avec la participation de membres de la MRAe ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son article 5 alinéa 2 et son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du CGEDD ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai et 19 décembre 2016 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 9 novembre 2017 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, relative au **projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Rochefort-en-Terre (Morbihan)** reçue le 29 décembre 2017 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé, délégation territoriale du Morbihan, en date du 12 février 2018 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

Considérant que le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune, qui dispose actuellement d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Questembert Communauté, PLUi valant SCoT ;

Considérant que le projet de zonage :

- repose sur les conclusions du schéma directeur des eaux pluviales de Questembert Communauté ;
- prends en compte le projet d'urbanisation qui représente une superficie totale de 1,76 ha ;

Considérant la localisation du projet de zonage de la commune dont le territoire :

- est inclus dans les périmètres du ScoT de Questembert Communauté et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Vilaine ;
- se situe à toute proximité de la Vallée de l'Arz classée en Natura 2000 et en position limitrophe d'un étang à vocation de baignade ;
- présente un projet d'urbanisation dans la continuité du centre-bourg (densification, extension Sud) ;

Considérant la prise de mesures d'infiltrations des eaux pluviales à la parcelle pour les ouvertures à l'urbanisation ;

Considérant que le réseau de collecte existant dispose de bassins de rétention mais présente des surcharges pour des pluies d'occurrence quinquennale ;

Considérant que le PLUi en cours d'élaboration intègre le projet de zonage pluvial et fera l'objet d'une évaluation environnementale précisant notamment les éventuelles interactions entre les réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ;

Considérant qu'il est préférable d'évaluer les incidences sur l'environnement du projet de zonage dans le cadre de l'évaluation environnementale du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

Décide :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le **projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Rochefort-en-Terre (Morbihan) n'est pas dispensé d'évaluation environnementale.**

L'évaluation des incidences du zonage d'assainissement sera intégrée à celle du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), en cours d'élaboration.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le rapport environnemental du projet de zonage d'assainissement, intégré à celui du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), devra comporter tous les éléments indiqués à l'article R. 122-20 du code de l'environnement. Conformément à l'article R. 122-21 du même code, la collectivité devra transmettre pour avis à l'Autorité environnementale le dossier comprenant le projet de zonage et son rapport environnemental.

Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe (www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Rennes, le 1^{er} mars 2018

Pour la Présidente de la MRAe de la région Bretagne et par délégation



Antoine PICHON

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation environnementale.

Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Service d'appui technique à la mission régionale d'Autorité environnementale Bretagne (CoPrEv)
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

**Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.
Il doit être adressé au :**

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex